



*Empowered lives.
Resilient nations.*

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR DEVELOPPER UNE STRATÉGIE DE SÉLECTION ET D'IMPLÉMENTATION DES PROJETS PILOTES EN MODE ISLAMIQUE ET METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS CONJOINTS EN PARTENARIAT AVEC LES EMF EN VUE DE TESTER LES PRODUITS COMMERCIAUX ET SOCIAUX DE LA FINANCE ISLAMIQUE AU CAMEROUN

Termes de Référence

Projet : Projet d'Appui à la Résilience Economique

Titre : Expert national en Finance Islamique

Poste de travail : Yaoundé avec missions de terrain dans les zones d'intervention du Projet

Durée : 90 jours (3 mois)

Contexte et Justification

Malgré les performances économiques enregistrées ces dernières années au Cameroun, la pauvreté reste le principal problème de développement auquel le pays est toujours confronté. Bien qu'entre 2001 et 2014, l'incidence de la pauvreté ait légèrement diminué, passant de 39,9% (2007) à 37,5% (2014), ses tendances, en particulier dans les zones rurales, restent préoccupantes dans la mesure où la situation socio-sécuritaire dans certaines Régions contribue encore à accentuer la vulnérabilité des populations. Avec 60% de la population totale, le milieu rural concentre 90% des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (quatrième enquête camerounaise auprès des ménages réalisée en 2014). Compte tenu de cette situation, les efforts de lutte contre la pauvreté sont davantage orientés vers les zones rurales.

L'apparition de la pandémie du Coronavirus 19 dont les premiers cas ont été détectés en mars 2020 au Cameroun contribuera à aggraver la situation socio-économique du pays et en particulier les couches les plus pauvres. Une récente évaluation de cette épidémie menée par le PNUD (Avril 2020) prévoit entre autres comme effets potentiels du COVID-19: (i) une forte incidence sur la pauvreté et un accroissement des inégalités, (ii) une diminution des revenus des ménages du fait des pertes d'emplois, des baisses des transferts sociaux et des envois des migrants, (iii) une hausse de la précarité du fait de la probable perte des sources de génération des revenus notamment dans le secteur informel qui représente 82 % de l'emploi et les secteurs formels touchés par cette crise sanitaire.

Le panorama général de la pauvreté décrit à partir de l'enquête ECAM 4 est caractérisé par l'existence d'un grand nombre de ménages dirigés par les femmes qui sont les plus pauvres. Selon EESI (Enquêtes

sur l'Emploi et le Secteur Informel), ce sont les jeunes et les femmes qui en majorité exercent dans l'informel. Le document de la Stratégie nationale de développement du secteur rural relève quant à lui que femmes et jeunes constituent la principale source de main d'œuvre du secteur rural mais ne disposent pas de ressources et n'ont par conséquent pas accès aux facteurs de production nécessaires pour mener une activité génératrice de revenus.

La pauvreté est davantage liée aux causes structurelles et en particulier au faible accès des populations vulnérables à des produits et services financiers adéquats pour transformer les nombreuses opportunités économiques dans les chaînes de valeur agro-pastorales et artisanales en zones rurales. Selon l'enquête FinScope Cameroun sur la demande de services financiers menée en 2017, 37% des personnes âgées de 15 ans et plus n'ont pas facilement accès aux produits et / ou services financiers formels et / ou informels ou ne les utilisent pas facilement.

Parmi les causes sous-jacentes de l'exclusion financière, il y a l'inadéquation entre l'offre et la demande de produits et services financiers, en particulier dans les zones rurales où il y a un déficit de succursales ou d'agences représentant les institutions financières formelles. Il est observé par exemple qu'en dépit de la proximité de certains EMF des populations, ces structures ont pour la majeure partie répliqué le mode de fonctionnement des banques classiques et contribuent d'une certaine manière à l'exclusion financière des populations ne disposant pas de garanties réelles pour accéder au microcrédit ; d'où la nécessité de s'orienter vers des solutions alternatives telles que la finance islamique.

Dans ce même ordre d'idées, il faut noter la capacité insuffisante des petites institutions de microfinance (IMF) à investir pour l'acquisition d'infrastructures et d'équipements matériels et logiciels de base pour développer des services de finance numérique destinés à un large éventail de populations vulnérables. Dans les zones rurales en particulier, la compréhension et l'utilisation des services financiers offerts est faible, malgré l'existence d'opportunités d'exploitation des produits financiers innovants à l'instar de la finance islamique.

En effet, une analyse récente du paysage de la finance islamique au Cameroun menée en 2019 par le PNUD montre que la finance islamique fait encore ses premiers pas dans le pays. Ses perspectives sont essentiellement orientées vers le renforcement de la pratique pour faire du Cameroun une plaque tournante de la finance islamique en Afrique centrale. Ces perspectives visent à promouvoir la finance islamique et à approfondir les connaissances dans le domaine. La Microfinance Islamique propose exclusivement des produits et services financiers adaptés aux besoins spécifiques des populations pauvres et très pauvres qui constituent sa cible principale. Outre leur potentiel de création de richesses, les produits de la finance islamique sont essentiels pour lisser la consommation, faire face aux chocs et répondre aux besoins fondamentaux liés à l'éducation et à la santé.

Le but de la présente intervention est de renforcer l'inclusion financière à travers la promotion du partenariat avec les institutions financières locales pour permettre aux pauvres d'accéder et d'utiliser plus facilement les produits financiers islamiques.

La mise en œuvre d'une telle initiative en faveur des pauvres nécessite des politiques publiques de soutien aux niveaux national, sous-régional et international pour encourager les institutions financières à s'impliquer dans le développement socio-économique. L'amélioration de l'accès des pauvres aux services financiers islamiques tels que la microfinance, les mécanismes d'assurance micro-Takaful ou islamiques, la revitalisation et la modernisation des modèles de gestion de la zakat,

Sadaqah, Awqaf et d'autres formes d'aide philanthropique pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté favorisera l'inclusion financière.

Objectifs de la consultation

La présente consultation a pour objectif global de recruter un consultant national qui aura la mission de mettre en œuvre des microprojets conjoints avec des Etablissements de microfinance partenaire (EMF) en vue de mobiliser et catalyser la finance commerciale et sociale islamique afin de renforcer l'inclusion des plus vulnérables. Ce consultant national travaillera en étroite collaboration avec un consultant international.

De manière spécifique, le consultant national sélectionné aura pour mandat de :

- 1- Développer une stratégie de sélection et d'implémentation des projets pilotes en mode islamique en partenariat avec des EMF dans la zone d'intervention du PAREC qui soit genre sensible ;**
- 2- Mettre en œuvre des projets conjoints toujours en partenariat avec ces EMF en vue de tester les produits commerciaux et sociaux de la finance islamique au Cameroun bénéficiant aux cibles du PAREC (femmes et jeunes).**

Etendue de la Mission

L'expert qui sera un consultant national individuel travaillera en collaboration avec un expert international recruté à cet effet par le Projet. A ce titre, il apportera son appui au processus de mise en œuvre du rapport d'analyse du paysage institutionnel de la finance islamique mené en 2019. Il travaillera à la contextualisation et l'opérationnalisation des propositions d'amélioration de ce paysage fournies par l'expert international. L'intervention du consultant national aura pour point d'application les EMF partenaires qui seront sélectionnés avec son concours sur la base de critères objectifs.

Afin de délimiter ses responsabilités par rapport à l'expert international, le consultant national se focalisera prioritairement sur :

- L'identification et la gestion des risques liés à la mise en œuvre en tenant compte des principes et normes relatifs à la finance islamique ;
- L'élaboration d'un plan détaillé de suivi évaluation des projets et la définition des indicateurs clés de performance ainsi que leurs cibles ;
- L'élaboration des documents de présentation des projets en collaboration avec le consultant international ;
- L'appui aux EMF partenaires à travers une démarche pratique intégrant l'analyse des besoins de capacités internes, des séances de formation, de coaching et de partage de meilleures pratiques dans le cadre de la réalisation des projets ;
- L'appui du PAREC en termes de développement d'autres produits de finance islamique tels que la microfinance islamique basée au Waqf, la collecte et la distribution efficaces et efficientes de Zakat et les activités commerciales de finance islamique (élaboration des concept, support marketing et autres des produits Waqf et Zakat) ;
- L'appui à la mise en place d'une plate-forme regroupant les acteurs nationaux impliqués dans le milieu de la finance commerciale et sociale islamique ;
- L'appui à la rédaction des rapports destinés au PAREC.

Livrables et échéancier

Le consultant national sera responsable de la fourniture des livrables suivants :

No	Deliverables	Timeframe/Deadline
1	Méthodologie de travail et chronogramme détaillé de sa mission	02 semaines après signature du contrat
2	Une stratégie de sélection et d'implémentation des projets pilotes en mode islamique développée en partenariat avec des EMF dans la zone d'intervention du PAREC, incluant l'analyse des risques	30 jours après signature du contrat
3	Des projets conjoints avec des EMF partenaires pour mobiliser et catalyser la finance commerciale et sociale islamique pour améliorer l'inclusion des plus vulnérables sont développés et mis en œuvre	60 jours après signature du contrat
4	Plan détaillé de suivi évaluation des projets et la définition des indicateurs clés de performance	60 jours après signature du contrat
5	Plateforme des acteurs nationaux de la finance islamique en place	60 jours après signature du contrat
6	Autres produits de finance islamique développés tels que la microfinance islamique basée sur le Waqf, la collecte et la distribution efficaces et efficientes de Zakat et les activités commerciales de finance islamique	90 jours après signature du contrat.

Le consultant sera payé sur la base de la production des livrables après réception et validation desdits livrables sous forme de rapport d'étape par le comité technique de réception mis en place. Un rapport final général sera produit par le consultant à la fin de sa mission. Ce rapport reprendra les différents livrables ainsi que les leçons apprises et les principales recommandations à l'endroit du PAREC et de l'ensemble des intervenants.

Compétences

a- **Compétences Corporate :**

Le consultant sélectionné doit :

- Démontrer l'intégrité dans le respect des valeurs et les normes éthiques de l'ONU;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Avoir de la sensibilité et l'adaptabilité culturelle en matière de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Traiter tout le monde équitablement sans favoritisme ;

- Remplir toutes les obligations d'égalité de genre et de tolérance zéro pour le harcèlement sexuel.
- b- Compétences fonctionnelles :**
 - Capacité avérée à produire des rapports et des analyses en anglais et en français ;
 - Aptitude à intégrer une analyse genre dans le domaine de la microfinance
 - Aptitude avérée à créer de nouveaux concepts et idées ;
 - Compétences éprouvées en gestion d'équipe ;
 - Bonnes compétences en recherche qualitative et quantitative ;
 - Assure constamment la ponctualité et la qualité du travail ;
 - Excellentes compétences interpersonnelles et de travail d'équipe.

Qualifications

a- Formation

- Au minimum un Master II (Bac+ 5) ou équivalent dans le domaine de l'économie, des finances, du droit ou dans un domaine connexe.

b- Expérience

- Minimum 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans le secteur de la finance ou de la finance islamique ;
- Minimum 3 années d'expérience dans les prestations similaires (conseil au profit des institutions financières et de la finance islamique) ;
- Expérience avérée dans le travail avec les technologies financières ou le financement alternatif ;
- Expérience en recherche qualitative et quantitative en économie.

Compétences linguistiques :

Maîtrise du français et de l'anglais.

Évaluation des candidats :

Les consultants individuels seront évalués sur la base d'une analyse cumulative tenant compte de la combinaison des qualifications des candidats et de la proposition financière.

L'attribution du marché est accordée au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme :

- Meilleure proposition technique et conforme aux TDR
- Avoir reçu la note la plus élevée sur un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à l'appel d'offres.

Critère A: Qualifications techniques: 50%

- Master II au moins en économie ou développement, finance, droit et domaines connexes : 5%
- Une expérience minimale de 5 (cinq) ans sur des travaux liés au secteur de la finance islamique, à la finance sociale et à l'impact social : 20%
- Expérience prouvée dans le développement des produits et services relevant de la finance islamique : 10 %

- Un minimum de 3 ans d'expérience pertinente dans des projets de développement de la gestion : 5%
- Expérience confirmée dans l'assistance aux partenaires nationaux (gouvernementaux et non gouvernementaux): 5%
- Expertise démontrée en analyse stratégique et opérationnelle dans le domaine de la finance islamique : 5%

Critère B: Compréhension du mandat : 20%

- Brève description de la compréhension de la mission, approche méthodologique appropriée pour arriver aux livrables, étapes/activités à mettre en œuvre pour obtenir chaque livrable : 10%
- Traitement des aspects importants des tâches (détails clairs et suffisants): 5%
- Planification logique et réaliste avec un calendrier détaillé pour fournir les résultats attendus : 5%

Critère C: Critères financiers - 30% de l'évaluation totale - max. 30 points.

Seuls les candidats qui obtiendront au moins 70% des points en examen documentaire seront pris en considération pour l'évaluation financière.

Procédures de soumission des offres

Les experts intéressés sont priés de soumettre leurs offres (en français ou en anglais) sous pli fermé en cinq (05) exemplaires, dont un (01) original marqué comme tel et quatre (04) copies. Chaque offre doit avoir séparément une proposition technique placée dans une enveloppe portant la mention « Offre Technique », et une proposition financière dans une autre enveloppe portant la mention « Offre financière », les deux enveloppes étant elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure avec la mention : « *offre de services pour le recrutement d'un consultant national individuel pour développer une stratégie de sélection et d'implémentation des projets pilotes en mode islamique et mettre en œuvre des projets conjoints en partenariat avec les EMF en vue de tester les produits commerciaux et sociaux de la finance islamique au Cameroun* ».

L'offre technique doit contenir :

- Une lettre de motivation ;
- Une Note de compréhension détaillée de la mission comprenant un chronogramme d'exécution ;
- Un CV détaillé
- Les copies certifiées des diplômes
- Un relevé des références pertinentes du consultant

La proposition financière en FCFA quant à elle doit comprendre : a) le montant forfaitaire tout compris pour les honoraires professionnels pour les tâches spécifiées, b) Le PNUD couvrira les frais de voyages (DSA) pour la mission sur le terrain si nécessaire.

NB : Les dossiers incomplets ne seront pas pris en considération.

Adresse de dépôt des offres

Les offres sous plis fermés avec l'intitulé ci-dessus sur l'enveloppe externe seront déposées à l'adresse suivante :

Mr. le Représentant Résident

Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD)

N°1232 Immeuble Mellopolis, Rue 1794 Ekoudou Bastos

BP 836 Yaoundé – Cameroun

Tél. 222 20 08 00/222 20 08 01

Les offres doivent parvenir au Bureau du PNUD au plus tard quatorze (14) jours calendaires après la publication de l'appel à manifestation d'intérêt avant 17h30, heure locale. Aucune soumission ne sera reçue au-delà de cette date et heure limite. Toutes demandes de renseignement seront adressées uniquement par email à l'adresse suivante : procurement.cameroon@undp.org.

Visa du Point Focal PAREC/PA-SNFI
M. Ongolo Maximin



Visa du CTP/PAREC
M. Gweth Vincent De Paul



Signature du DNP/PAREC
Mme Bopda Florence